

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/46809]

19 OCTOBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions d'octroi des subventions pour l'organisation de compétitions sportives nationales et internationales et la participation à des compétitions sportives internationales

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française tel que modifié par le décret du 1 décembre 2022 modifiant le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française, les articles 43/6 à 43/8 et 43/9 à 43/12 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 janvier 2001 fixant les conditions d'octroi des subventions pour les activités servant la promotion du sport et la notoriété de la Communauté française ;

Vu le test genre du 2 juin 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 juin 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 juillet 2023 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Sports, donné le 7 juillet 2023 ;

Vu l'avis 74.318/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 octobre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition du Ministre des Sports ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o Ministre : le membre du Gouvernement de la Communauté française qui a le sport dans ses attributions ;

2^o décret : le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française ;

3^o Administration : l'Administration en charge du sport ;

5^o ASBL : les associations définies à l'article 43/7, 5^o, du décret ;

6^o sportifs sous statut : les sportifs disposant d'un statut sportif de haut niveau, d'espoir sportif ou de jeune talent conformément aux articles 18 à 20 du décret ;

7^o compétition à caractère national : la compétition définie à l'article 43/6, § 2, du décret ;

8^o compétition sportive à caractère international : les compétitions définies à l'article 43/9, § 2, du décret ;

9^o dépôt de candidature : le cadre d'intervention défini à l'article 43/10, alinéa 2, 1^o, du décret ;

10^o attribution d'organisation : le cadre d'intervention défini à l'article 43/10, alinéa 2, 2 ;

11^o organisation de la compétition : le cadre d'intervention défini à l'article 43/10, alinéa 2, 3^o ;

12^o jour ouvrable : tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

CHAPITRE II. — De la procédure de demande, des conditions et de l'octroi de la subvention pour l'organisation d'une compétition à caractère national

Art. 2. § 1^{er}. Toute demande de subvention pour l'organisation d'une compétition à caractère national est introduite auprès de l'Administration au moyen du formulaire transmis par celle-ci.

§ 2. La demande est constituée des éléments suivants :

1^o les données d'identification du demandeur ;

2^o la preuve de l'inscription de la compétition au calendrier officiel de l'instance nationale compétente ;

3^o le nombre de sportifs sous statut participant à la compétition ;

4^o l'accord écrit tel que défini à l'article 43/7, 5^o, pour les ASBL ;

5^o le budget prévisionnel détaillé de la compétition à caractère national.

Art. 3. Si la demande n'est pas complète, l'Administration invite le demandeur à fournir les informations manquantes dans un délai de 10 jours ouvrables.

Art. 4. La subvention visée à l'article 2, § 1^{er}, est limitée à un maximum d'une compétition sportive à caractère national par année budgétaire organisée sous l'égide d'une même fédération.

Art. 5. Outre les frais mentionnés à l'article 43/8, 1^o, a), b), d) et f), du décret, les dépenses admissibles directement liées à l'organisation de la compétition à caractère national portent sur :

1^o l'achat ou la location de matériel sportif, en ce compris les frais de transport de ce matériel ou de remorquage d'engins sportifs ;

2^o les charges, en ce compris les frais de repas et d'habillement, liées au personnel sportif et non-sportif qui relèvent de l'article 17 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs ;

3^o les frais liés à l'arbitrage ;

4^o les frais liés aux contrôles antidopage ;

5^o les droits d'inscription ne peuvent comprendre les montants liés au paiement des salaires ou aux primes octroyées aux sportifs ;

6^o les frais de consultance ;

7° les frais liés à la gestion informatique ;

8° les frais de retransmission.

Art. 6. Le montant de la subvention visée à l'article 2, § 1^{er}, est fixé à 5.000 euros maximum par compétition.

Art. 7. § 1^{er}. L'Administration notifie au demandeur la décision du Ministre.

L'arrêté d'octroi détermine le délai dont dispose le demandeur pour fournir, en une seule fois, un rapport d'activités reprenant :

1° la ou les factures et preuves de paiement liées aux dépenses admissibles reprises à l'article 5 permettant de couvrir l'intégralité du montant alloué ;

2° le bilan financier de l'évènement subventionné selon le modèle transmis par l'Administration ;

3° la liste des résultats anonymisée des sportifs sous statut ayant participé à la compétition à caractère national ;

4° une copie de l'ensemble des supports de communication par voie électronique ;

5° la preuve de la promotion effective de l'indication du soutien de la Communauté française lors la compétition à caractère national.

§ 2. La subvention est liquidée en deux tranches :

1° 80% du montant est liquidé après notification de l'arrêté d'octroi ;

2° 20% du montant est liquidé après vérification et contrôle des éléments visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

En cas de dépassement du délai de remise du rapport d'activités et d'absence de réaction dans les 30 jours de la mise en demeure de fournir ledit rapport, la subvention est définitivement perdue et le demandeur doit rembourser le montant reçu.

CHAPITRE III. — *De la procédure de demande, des conditions et de l'octroi de la subvention pour la participation à une compétition sportive à caractère international*

Art. 8. § 1^{er}. Toute demande de subvention pour la participation à une compétition sportive à caractère international est introduite auprès de l'Administration au moyen du formulaire transmis par celle-ci.

§ 2. La demande d'octroi est constituée des éléments suivants :

1° les données d'identification du demandeur ;

2° la preuve de l'inscription de la compétition au calendrier officiel de l'instance internationale compétente ;

3° les justifications sportives liées à cette participation en application de l'article 43/9, § 2 du décret ;

4° la preuve anonymisée de l'inscription de sportifs sous statut à cette compétition ;

5° le budget prévisionnel détaillé de la participation à la compétition sportive à caractère international.

Art. 9. Sous peine d'irrecevabilité, la demande de subvention est introduite au plus tard 3 semaines avant le début de la compétition sportive à caractère international.

Art. 10. § 1^{er}. Le montant de la subvention est plafonné à maximum 50% des dépenses admissibles visées au paragraphe 2.

§ 2. Les dépenses admissibles portent sur :

1° les frais de consultance ;

2° les frais d'achat ou de location de matériel sportif ;

3° les frais d'assurance et de sécurité ;

4° les frais d'indemnisation des volontaires ;

5° les frais de communication et de promotion ;

6° les frais d'hébergement et de déplacement ;

7° les frais d'arbitrage ;

8° les frais de droits d'inscription à l'organisation requis par l'instance internationale compétente.

Art. 11. § 1^{er}. L'Administration notifie au demandeur la décision du Ministre.

L'arrêté reprend le délai dont dispose le demandeur pour fournir, en une seule fois, un rapport d'activités reprenant :

1° les factures et preuves de paiement liées aux dépenses admissibles reprises à l'article 10, § 2, permettant de couvrir l'intégralité du montant alloué ;

2° les résultats anonymisés des sportifs sous statut ayant participé à la compétition sportive à caractère international ;

3° le bilan financier de la participation à la compétition sportive à caractère international sur le modèle transmis par l'Administration.

§ 2. La subvention est liquidée en deux tranches :

1° 80% du montant est liquidé après notification de l'arrêté d'octroi ;

2° 20% du montant est liquidé après vérification et contrôle des éléments visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

En cas de dépassement du délai de remise du rapport d'activités et d'absence de réaction dans les 30 jours de la mise en demeure de fournir ledit rapport, la subvention est définitivement perdue et le demandeur doit rembourser le montant reçu.

CHAPITRE IV. — *De la procédure de demande, des conditions et de l'octroi de la subvention pour l'organisation de compétitions sportive à caractère international*

Art. 12. Toute demande de subvention pour l'organisation d'une compétition sportive à caractère international est introduite auprès de l'Administration au moyen du formulaire transmis par celle-ci.

Section 1^{re}. — Dépôt de candidature

Art. 13. § 1^{er}. La demande de subvention pour le dépôt d'une candidature à l'organisation d'une compétition sportive à caractère international est constituée des éléments suivants :

- 1° les données d'identification du demandeur ;
- 2° l'appel à candidature ou le cahier des charges de la compétition publiée par l'instance compétente ;
- 3° le calendrier prévisionnel devant aboutir à la désignation de l'organisateur ;
- 4° l'opportunité sportive pour le bénéficiaire, sa ou ses disciplines sportives et pour la Communauté française ;
- 5° l'accord écrit tel que défini à l'article 43/10, 5°, du décret pour les ASBL ;
- 6° le budget prévisionnel détaillé de la constitution du dossier de candidature.

§ 2. L'octroi de la subvention pour le dépôt de candidature n'est pas conditionné à l'attribution effective de l'organisation pour laquelle le bénéficiaire a postulé.

§ 3. L'octroi de la subvention n'entraîne pas l'octroi d'une subvention visant l'attribution ou l'organisation de la compétition concernée.

Art. 14. § 1^{er}. Sous peine d'irrecevabilité, la demande de subvention est introduite au plus tard 4 mois avant la clôture de l'appel à candidature.

§ 2. Si la demande n'est pas complète, l'Administration invite le demandeur à fournir les informations manquantes dans un délai de 10 jours ouvrables.

Art. 15. § 1^{er}. Le montant de la subvention est forfaitaire et plafonné à maximum 75% des dépenses admissibles.

§ 2. Les dépenses admissibles portent sur :

- 1° les frais de consultance ;
- 2° les frais administratifs, à l'exception des montants liés au paiement des salaires ou des primes octroyées aux sportifs ;
- 3° les frais d'assurance ;
- 4° les frais de personnel occasionnel chargé de la conception du dossier de candidature ;
- 5° les frais de communication et de promotion ;
- 6° les frais d'hébergement et de déplacement relatifs à la défense du dossier de candidature ;
- 7° les frais de traduction du dossier de candidature en langue étrangère ;
- 8° les frais de droits d'inscription liés au dépôt de la candidature.

Art. 16. § 1^{er}. L'Administration notifie au demandeur la décision du Ministre.

La décision comprend le délai dont dispose le demandeur pour fournir, en une seule fois, un rapport d'activités reprenant :

- 1° les factures et preuves de paiement liées aux dépenses admissibles reprises à l'article 15, § 2, permettant de couvrir l'intégralité du montant alloué ;
- 2° l'ensemble des frais exposés ;
- 3° l'évaluation circonstanciée de la candidature déposée ;
- 4° les résultats du processus de candidature ;
- 5° le dossier de candidature déposé.

En cas de dépassement du délai de remise du rapport d'activités et de non-réaction dans les 30 jours de la mise en demeure de fournir ledit rapport, la subvention est définitivement perdue et le demandeur doit rembourser l'avance perçue.

§ 2. Une avance de maximum 50% de la subvention peut être accordée dès l'octroi de la subvention.

Section 2. — Attribution d'organisation

Art. 17. § 1^{er}. La demande de subvention pour l'attribution d'organisation d'une compétition sportive à caractère international est constituée des éléments suivants :

- 1° les données d'identification du demandeur ;
- 2° la décision d'attribution de l'organisation de l'instance internationale concernée ;
- 3° le calendrier prévisionnel échelonnant les étapes en vue de l'organisation de la compétition ;
- 4° l'opportunité sportive pour le bénéficiaire, sa ou ses disciplines sportives et pour la Communauté française ;
- 5° le budget prévisionnel détaillé et échelonné le cas échéant sur la période entre l'attribution et l'organisation de la compétition concernée ;
- 6° l'accord écrit tel que défini à l'article 43/10, 5°, du décret pour les ASBL.

§ 2. L'octroi de la subvention pour l'attribution d'organisation d'une compétition sportive n'est pas conditionné à l'octroi d'une subvention pour le dépôt d'une candidature à l'organisation d'une compétition sportive.

§ 3. L'octroi de la subvention pour l'attribution d'organisation d'une compétition sportive n'entraîne pas l'octroi d'une subvention visant à l'organisation de la compétition concernée.

§ 4. L'octroi de la subvention pour l'attribution d'organisation d'une compétition sportive peut être échelonné entre le moment de l'attribution de l'organisation et le début de la compétition concernée.

Art. 18. § 1^{er}. Sous peine d'irrecevabilité, la demande de subvention est introduite au plus tard dans les 3 mois qui suivent la notification de la décision d'attribution de l'organisation par l'instance internationale concernée.

§ 2. Si la demande n'est pas complète, l'Administration invite le demandeur à fournir les informations manquantes dans un délai de 10 jours ouvrables.

Art. 19. § 1^{er}. Le montant de la subvention est forfaitaire et plafonné à 75% des dépenses réputées admissibles.

§ 2. Les dépenses admissibles portent sur :

- 1° les frais de consultance ;
- 2° les frais administratifs, à l'exception des montants liés au paiement des salaires ou des primes octroyées aux sportifs ;
- 3° les frais d'assurance et de sécurité ;
- 4° les frais de personnel occasionnel liés directement à l'organisation ;
- 5° les frais de communication et de promotion ;
- 6° les frais d'hébergement et de déplacement relatifs à l'organisation.

Art. 20. § 1^{er}. L'Administration notifie au demandeur la décision du Ministre.

La décision comprend le délai dont dispose le demandeur pour fournir, en une seule fois, un rapport d'activités reprenant :

- 1° les factures et preuves de paiement liées aux dépenses admissibles reprises à l'article 19, § 2 permettant de couvrir l'intégralité du montant alloué par année budgétaire ;
- 2° l'état des lieux en vue de l'organisation.

En cas de dépassement du délai de remise du rapport d'activités et d'absence de réaction dans les 30 jours de la mise en demeure de fournir ledit rapport, la subvention est définitivement perdue et le demandeur doit rembourser l'avance perçue.

§ 2. Une avance de maximum 50% de la subvention peut être accordée dès l'octroi de la subvention. Le reste de la subvention est liquidé en une tranche après vérification et contrôle des éléments visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

Art. 21. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, la liquidation de la subvention peut être échelonnée sur plusieurs années budgétaires.

Section 3. — Organisation de compétition

Art. 22. La demande de subvention pour l'organisation d'une compétition sportive à caractère international est constituée des éléments suivants :

- 1° les données d'identification du demandeur ;
- 2° l'opportunité sportive pour le bénéficiaire, sa ou ses disciplines sportives et pour la Communauté française ;
- 3° la preuve de l'inscription de la compétition au calendrier officiel de l'instance internationale compétente ;
- 4° le nombre du ou des sportifs sous statut participants ;
- 5° l'accord écrit tel que défini à l'article 43/10, 5°, du décret pour les ASBL ;
- 6° le budget prévisionnel détaillé de la compétition nationale sur base du formulaire de l'Administration.

Art. 23. La demande de subvention est introduite au plus tard 3 semaines avant le début de la compétition sportive.

Art. 24. Si la demande n'est pas complète, l'Administration invite le demandeur à fournir les informations manquantes dans un délai de 10 jours ouvrables.

Art. 25. § 1^{er}. Le montant de la subvention est forfaitaire et plafonné à 75% des dépenses réputées admissibles.

§ 2. Les dépenses admissibles portent sur :

- 1° les frais de location des installations sportives ;
- 2° l'achat ou la location de matériel sportif, en ce compris les frais de transport de ce matériel ou de remorquage d'engins sportifs ;
- 3° les frais d'assurance et de sécurité ;
- 4° les charges, en ce compris les frais de repas et d'habillement, liées à du personnel sportif et non-sportif tombant sous l'application de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires et de la loi du 18 juillet 2018 relative à la relance économique et au renforcement de la cohésion sociale ;
- 5° les frais liés à l'arbitrage ;
- 6° les frais médicaux spécifiques à l'organisation ;
- 7° les frais liés aux contrôles antidopage ;
- 8° les frais de communication et de promotion ;
- 9° les droits d'inscription à l'organisation payés à l'instance internationale compétente ;
- 10° les frais administratifs, à l'exception des montants liés aux paiements des salaires ou des primes octroyées aux sportifs et diminuées d'éventuelles aides à l'emploi.

Art. 26. § 1^{er}. L'Administration notifie au demandeur la décision du Ministre.

L'arrêté comprend le délai dont dispose le demandeur pour fournir, en une seule fois, un rapport d'activités reprenant :

- 1° les factures et preuves de paiement liées aux dépenses admissibles reprises à l'article 25, § 2, permettant de couvrir l'intégralité du montant alloué ;
- 2° le bilan financier de l'organisation subventionnée ;
- 3° les résultats anonymisés des sportifs sous statut ayant participé à la compétition internationale ;

- 4° une copie de l'ensemble des supports de communication ;
 5° la preuve de la promotion effective de la Communauté française lors la compétition internationale.

§ 2. La subvention est liquidée en deux tranches :

- 1° 80% du montant est liquidé après notification de l'arrêté d'octroi ;
 2° 20% du montant est liquidé après vérification et contrôle des éléments visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

En cas de dépassement du délai de remise du rapport d'activités et d'absence de réaction dans les 30 jours de la mise en demeure de fournir ledit rapport, la subvention est définitivement perdue et le demandeur doit rembourser le montant reçu.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 27. Les demandes liées à l'octroi de subventions pour les activités servant la promotion du sport et la notoriété de la Communauté française introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté restent soumises aux dispositions antérieurement en vigueur.

Art. 28. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 janvier 2001 fixant les conditions d'octroi des subventions pour les activités servant la promotion du sport et la notoriété de la Communauté française est abrogé.

Art. 29. Le Ministre des Sports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 octobre 2023.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :
 Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
 des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
 P.-Y. JEHOLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/46809]

19 OKTOBER 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor de organisatie van nationale en internationale sportwedstrijden en de deelname aan internationale sportwedstrijden.

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 mei 2019 betreffende de in de Franse Gemeenschap georganiseerde sportbeweging, zoals gewijzigd bij het decreet van 1 december 2022 tot wijziging van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de in de Franse Gemeenschap georganiseerde sportbeweging, de artikelen 43/6 tot 43/8 en 43/9 tot 43/12 ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 januari 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor de activiteiten die de promotie van de sport en de bekendheid van de Franse Gemeenschap in de hand werken;

Gelet op de gendertest van 2 juni 2023 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 juni 2023 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 6 juli 2023 ;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Sport, gegeven op 7 juli 2023 ;

Gelet op het advies 74.318/4 van de Raad van State, gegeven op 4 oktober 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Sport ;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° Minister : het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap dat bevoegd is voor Sport ;
 2° decreet : het decreet van 3 mei 2019 betreffende de in de Franse Gemeenschap georganiseerde sportbeweging;
 3° Administratie : de Administratie belast met sport ;
 5° VZW : de verenigingen bepaald in artikel 43/7, 5°, van het decreet ;
 6° sporters met een statuut : sporters die beschikken over een statuut van topsporters, sportbeloften op hoog niveau of jong talent overeenkomstig de artikelen 18 tot 20 van het decreet ;
 7° nationale wedstrijd : de wedstrijd bepaald in artikel 43/6, § 2, van het decreet ;
 8° internationale sportwedstrijd : de wedstrijden bepaald in artikel 43/9, § 2, van het decreet ;
 9° indiening van kandidatuur : het interventiekader bepaald in artikel 43/10, tweede lid, 1°, van het decreet ;
 10° organisatorische toewijzing : het interventiekader bepaald in artikel 43/10, tweede lid, 2° ;
 11° organisatie van de wedstrijd : het interventiekader bepaald in artikel 43/10, tweede lid, 3° ;
 12° werkdag : alle andere dagen dan zaterdag, zondag en de wettelijke feestdagen.

HOOFDSTUK II. — *Aanvraagprocedure, voorwaarden en toekenning van de subsidie voor de organisatie van een nationale wedstrijd*

Art. 2. § 1. Elke aanvraag om subsidie voor de organisatie van een nationale wedstrijd wordt bij de Administratie ingediend door middel van het door haar opgestuurde formulier.

§ 2. De aanvraag bestaat uit de volgende elementen :

- 1° de identificatiegegevens van de aanvrager ;
- 2° het bewijs van inschrijving van de wedstrijd in de officiële kalender van de bevoegde nationale instantie;
- 3° het aantal sporters met een statuut dat aan de wedstrijd deelneemt ;
- 4° de schriftelijke overeenkomst zoals bepaald in artikel 43/7, 5°, voor de VZW ;
- 5° de gedetailleerde voorlopige begroting van de nationale wedstrijd.

Art. 3. Indien de aanvraag niet volledig is, verzoekt de Administratie de aanvrager om binnen de 10 werkdagen de ontbrekende gegevens aan te leveren.

Art. 4. De subsidie bedoeld in artikel 2, § 1, is beperkt tot maximaal één nationale sportwedstrijd per begrotingsjaar, georganiseerd onder bescherming van éénzelfde federatie.

Art. 5. - Naast de kosten vermeld in artikel 43/8, 1°, a), b), d) en f), van het decreet, hebben de in aanmerking komende uitgaven die rechtstreeks verband houden met de organisatie van de nationale wedstrijd betrekking op:

- 1° de aankoop of huur van sportmateriaal, inclusief de kosten voor het vervoer van dit materiaal of het slepen van sporttoestellen;
- 2° de lasten, inclusief maaltijd- en kledijkosten, verbonden aan sport- en niet-sportpersoneel die vallen onder artikel 17 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;
- 3° de scheidsrechterskosten;
- 4° de kosten in verband met antidopingcontroles;
- 5° de inschrijvingsgelden kunnen geen bedragen omvatten die verband houden met de betaling van salarissen of premies toegekend aan sporters;
- 6° de kosten voor consultancy;
- 7° e kosten in verband met IT-beheer;
- 8° de kosten voor doorzending.

Art. 6. Het bedrag van de subsidie bedoeld in artikel 2, § 1, wordt vastgesteld op maximum 5.000 euro per wedstrijd.

Art. 7. § 1. De Administratie stelt de aanvrager in kennis van de beslissing van de minister.

Het toekenningsbesluit bepaalt de termijn waarover de aanvrager beschikt om in één keer een activiteitenverslag te verstrekken, met daarin:

- 1° de factuur(en) en betalingsbewijzen met betrekking tot de in aanmerking komende uitgaven opgenomen in artikel 5, waardoor het volledige toegewezen bedrag kan worden gedekt;
- 2° de financiële staat van het gesubsidieerde evenement volgens het door de Administratie bezorgde model;
- 3° de geanonimiseerde resultatenlijst van sporters met een statuut die hebben deelgenomen aan de nationale wedstrijd;
- 4° een afschrift van alle elektronische communicatiemedia ;
- 5° het bewijs van effectieve promotie van steunbetuiging van de Franse Gemeenschap tijdens de nationale wedstrijd.

§ 2. De subsidie wordt in twee schijven uitbetaald :

- 1° 80% van het bedrag wordt uitbetaald na kennisgeving van het toekenningsbesluit ;
- 2° 20% van het bedrag wordt uitbetaald na verificatie en controle van de elementen bedoeld in paragraaf 1, tweede lid.

Als de termijn voor het indienen van het activiteitenverslag wordt overschreden en er geen reactie is binnen 30 dagen na de aanmaning om betrokken verslag te verstrekken, gaat de subsidie definitief verloren en moet de aanvrager het ontvangen bedrag terugbetalen.

HOOFDSTUK III. — *Aanvraagprocedure, voorwaarde en toekenning van de subsidie voor de deelname aan een internationale sportwedstrijd*

Art. 8. § 1. Elke aanvraag om subsidie voor de organisatie van een internationale sportwedstrijd wordt bij de Administratie ingediend door middel van het door haar opgestuurde formulier.

§ 2. De aanvraag om toekenning bestaat uit de volgende elementen :

- 1° de identificatiegegevens van de aanvrager ;
- 2° het bewijs van inschrijving van de wedstrijd in de officiële kalender van de bevoegde internationale instantie;
- 3° de sportbewijsstukken die verband houden met deze deelname met toepassing van artikel 43/9, § 2, van het decreet;
- 4° het geanonimiseerde bewijs van de inschrijving van sporters met een statuut voor deze wedstrijd;
- 5° de gedetailleerde voorlopige begroting van de deelname aan de internationale sportwedstrijd.

Art. 9. Op straffe van niet-ontvankelijkheid wordt de aanvraag om subsidie ten laatste 3 weken vóór het begin van de internationale sportwedstrijd ingediend.

Art. 10. § 1. Het bedrag van de subsidie wordt vastgesteld op maximum 50% van de in aanmerking komende uitgaven bedoeld in paragraaf 2.

§ 2. De in aanmerking komende uitgaven hebben betrekking op :

- 1° de kosten voor consultancy ;
- 2° de kosten inzake de aankoop of huur van het sportmateriaal ;
- 3° de kosten inzake verzekering en veiligheid ;
- 4° de kosten voor de vergoeding van vrijwilligers ;
- 5° de kosten voor communicatie en promotie ;
- 6° de verblijf- en reiskosten ;
- 7° de scheidsrechterskosten ;
- 8° de kosten voor inschrijvingsgelden voor de organisatie vereist door de bevoegde internationale instantie.

Art. 11. § 1. De Administratie stelt de aanvrager in kennis van de beslissing van de minister.

Het besluit omvat de termijn waarover de aanvrager beschikt om in één keer een activiteitenverslag te verstrekken, met daarin:

1° de factuur(en) en betalingsbewijzen met betrekking tot de in aanmerking komende uitgaven opgenomen in artikel 10, § 2, waardoor het volledige toegewezen bedrag kan worden gedekt;

2° de geanonimiseerde resultaten van de sporters met een statuut die deelgenomen hebben aan de internationale sportwedstrijd;

3° de financiële staat van de deelname aan de internationale sportwedstrijd volgens het door de Administratie bezorgde model;

§ 2. De subsidie wordt in twee schijven uitbetaald :

1° 80% van het bedrag wordt uitbetaald na kennisgeving van het toekenningsbesluit ;

2° 20% van het bedrag wordt uitbetaald na verificatie en controle van de elementen bedoeld in paragraaf 1, tweede lid.

Als de termijn voor het indienen van het activiteitenverslag wordt overschreden en er geen reactie is binnen 30 dagen na de aanmaning om betrokken verslag te verstrekken, gaat de subsidie definitief verloren en moet de aanvrager het ontvangen bedrag terugbetalen.

HOOFDSTUK IV. — *Aanvraagprocedure, voorwaarden en toekenning van de subsidie voor de organisatie van internationale sportwedstrijd*

Art. 12. Elke aanvraag om subsidie voor de organisatie van een internationale sportwedstrijd wordt bij de Administratie ingediend door middel van het door haar opgestuurde formulier.

Afdeling 1. — Indiening van kandidatuur

Art. 13. § 1. De aanvraag om subsidie voor de indiening van een kandidatuur voor de organisatie van een internationale sportwedstrijd bestaat uit de volgende elementen :

- 1° de identificatiegegevens van de aanvrager ;
- 2° de oproep tot kandidaten of het bestek van de wedstrijd bekendgemaakt door de bevoegde instantie ;
- 3° de voorlopige kalender die kan leiden tot de aanwijzing van de organisator ;
- 4° de sportmogelijkheid voor de begunstigde, zijn sportdiscipline(s) en voor de Franse Gemeenschap ;
- 5° de schriftelijke overeenkomst zoals bepaald in artikel 43/10, 5°, van het decreet voor de VZW ;
- 6° de gedetailleerde voorlopige begroting van de aanlegging van het dossier van kandidatuur.

§ 2. De toekenning van de subsidie voor de indiening van de kandidatuur is niet afhankelijk van de daadwerkelijke toekenning door de organisatie waarvoor de begunstigde heeft aangevraagd.

§ 3. De toekenning van de subsidie houdt niet in dat er een subsidie wordt verleend voor de toewijzing of de organisatie van de betrokken wedstrijd.

Art. 14. § 1. Op straffe van niet-ontvankelijkheid wordt de aanvraag om subsidie ten laatste 4 maanden vóór het afsluiten van de oproep tot kandidatuur ingediend.

§ 2. Indien de aanvraag niet volledig is, verzoekt de Administratie de aanvrager om binnen de 10 werkdagen de ontbrekende gegevens te geven.

Art. 15. § 1. Het subsidiebedrag is vast en beperkt tot maximaal 75% van de subsidiabele uitgaven.

§ 2. De in aanmerking komende uitgaven hebben betrekking op :

1° de kosten voor consultancy ;

2° de administratieve kosten met uitzondering van de bedragen die verband houden met de betaling van de salarissen of de premies toegekend aan de sporters ;

3° de kosten inzake verzekering ;

4° de kosten van tijdelijk personeel dat verantwoordelijk is voor het aanleggen van het aanvraagdossier ;

5° de kosten inzake communicatie en promotie ;

6° de verblijf- en reiskosten in verband met de verdediging van het aanvraagdossier ;

7° de kosten voor de vertaling van het dossier van kandidatuur in een vreemde taal ;

8° de kosten voor het inschrijvingsgeld verbonden aan de indiening van de kandidatuur.

Art. 16. § 1. De Administratie stelt de aanvrager in kennis van de beslissing van de minister.

De beslissing bevat de termijn waarover de aanvrager beschikt om in één keer een activiteitenverslag te verstrekken, met daarin:

1° de factuur(en) en betalingsbewijzen met betrekking tot de in aanmerking komende uitgaven opgenomen in artikel 15, § 2, waardoor het volledige toegewezen bedrag kan worden gedekt;

2° alle gemaakte kosten;

3° de gedetailleerde evaluatie van de ingediende kandidatuur;

4° de resultaten van het proces van de aanvraag ;

5° het ingediende dossier van kandidatuur.

Als de termijn voor het indienen van het activiteitenverslag wordt overschreden en er geen reactie is binnen 30 dagen na de aanmaning om betrokken verslag te verstrekken, gaat de subsidie definitief verloren en moet de aanvrager het geïnde voorschot terugbetalen.

§ 2. Een voorschot van maximum 50% van de subsidie kan verleend worden bij de toekenning van de subsidie.

Afdeling 2. — Organisatorische toewijzing

Art. 17. § 1. De aanvraag om subsidie voor de organisatorische toewijzing van een internationale sportwedstrijd bestaat uit de volgende elementen :

1° de identificatiegegevens van de aanvrager ;

2° de beslissing van de organisatorische toewijzing van de betrokken internationale instantie ;

3° het voorlopige tijdschema waarin de fasen voor de organisatie van de wedstrijd zijn vastgelegd;

4° de sportmogelijkheden voor de begunstigde, zijn of haar sportdisciplines en voor de Franse Gemeenschap;

5° de gedetailleerde voorlopige begroting, eventueel gespreid over de periode tussen de toewijzing en de organisatie van de betrokken wedstrijd;

6° de schriftelijke overeenkomst zoals bepaald in artikel 43/10, 5°, van het decreet voor de VZW's.

§ 2. De toekenning van de subsidie voor de organisatorische toewijzing van een sportwedstrijd is niet afhankelijk van de toekenning van een subsidie voor de indiening van een kandidatuur voor de organisatie van een sportwedstrijd.

§ 3. De toekenning van de subsidie voor de organisatorische toewijzing van een sportwedstrijd houdt niet in dat er een subsidie wordt verleend voor de organisatie van de betrokken wedstrijd.

§ 4. De toekenning van de subsidie voor de organisatorische toewijzing van een sportwedstrijd kan gespreid worden tussen het moment van de organisatorische toewijzing en het begin van de betrokken wedstrijd.

Art. 18. § 1. Op straffe van niet-ontvankelijkheid wordt de aanvraag om subsidie ten laatste 3 maanden volgend op de kennisgeving van de beslissing tot toewijzing van de organisatie door de betrokken internationale instantie ingediend.

§ 2. Indien de aanvraag niet volledig is, verzoekt de Administratie de aanvrager om binnen de 10 werkdagen de ontbrekende gegevens te geven.

Art. 19. § 1. Het subsidiebedrag is vast en beperkt tot maximaal 75% van de subsidiabele geachte uitgaven.

§ 2. De in aanmerking komende uitgaven hebben betrekking op :

1° de kosten voor consultancy ;

2° de administratieve kosten met uitzondering van de bedragen die verband houden met de betaling van de salarissen of premies toegekend aan sporters ;

3° de kosten inzake verzekering en veiligheid ;

4° de kosten van het tijdelijk personeel die rechtstreeks verbonden zijn aan de organisatie ;

5° de kosten inzake communicatie en promotie ;

6° de verblijf- en reiskosten betreffende de organisatie.

Art. 20. § 1. De Administratie stelt de aanvrager in kennis van de beslissing van de minister.

De beslissing bevat de termijn waarover de aanvrager beschikt om in één keer een activiteitenverslag te verstrekken, met daarin:

1° de factuur(en) en betalingsbewijzen met betrekking tot de in aanmerking komende uitgaven opgenomen in artikel 19, § 2, waardoor het volledige bedrag toegekend per begrotingsjaar kan worden gedekt;

2° de stand van zaken voor de organisatie.

Als de termijn voor het indienen van het activiteitenverslag wordt overschreden en er geen reactie is binnen 30 dagen na de aanmaning om betrokken verslag te verstrekken, gaat de subsidie definitief verloren en moet de aanvrager het geïnde voorschot terugbetalen.

§ 2. Een voorschot van maximum 50% van de subsidie kan worden verleend bij de toekenning van de subsidie. Het resterende deel van de subsidie wordt in één schijf uitbetaald na verificatie en controle van de elementen bedoeld in paragraaf 1, tweede lid.

Art. 21. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de uitbetaling van de subsidie over meerdere begrotingsjaren gespreid worden.

Afdeling 3. — Organisatie van de wedstrijd

Art. 22. De aanvraag om subsidie voor de organisatie van een internationale sportwedstrijd bestaat uit de volgende elementen :

1° de identificatiegegevens van de aanvrager ;

2° de sportmogelijkheden voor de begunstigde, zijn sportdiscipline(s) en voor de Franse Gemeenschap ;

3° het bewijs van de inschrijving voor de wedstrijd op de officiële kalender van de bevoegde internationale instantie ;

4° het aantal deelnemende sporters met een statuut ;

5° de schriftelijke overeenkomst zoals bepaald in artikel 43/10, 5°, van het decreet voor de VZW's ;

6° de gedetailleerde voorlopige begroting van de nationale wedstrijd op basis van het formulier van de Administratie.

Art. 23. De aanvraag om subsidie wordt ten laatste 3 weken vóór het begin van de sportwedstrijd ingediend.

Art. 24. Indien de aanvraag niet volledig is, verzoekt de Administratie de aanvrager om binnen de 10 werkdagen de ontbrekende gegevens te geven.

Art. 25. § 1. Het bedrag van de subsidie is vast en beperkt tot maximaal 75% van de subsidiabele geachte uitgaven.

§ 2. De subsidieerbare uitgaven hebben betrekking op :

1° de huurkosten voor sportinstallaties ;

2° de aankoop of huur van sportmateriaal, inclusief de kosten voor het vervoer van dit materiaal of het slepen van sporttoestellen ;

3° de kosten voor verzekering en veiligheid ;

4° de lasten, inclusief maaltijd- en kledijkosten, verbonden aan sport- en niet-sportpersoneel die vallen onder de toepassing van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers en de wet van 18 juli 2018 betreffende de economische relance en de versterking van de sociale cohesie;

5° de scheidsrechterskosten ;

6° de medische kosten die specifiek zijn voor de organisatie;

7° de kosten in verband met antidopingcontroles ;

8° de kosten inzake communicatie en promotie ;

9° de inschrijvingsgelden voor de organisatie betaald aan de bevoegde internationale instantie ;

10° de administratieve kosten, met uitzondering van de bedragen in verband met de betalingen van salarissen of premies toegekend aan sporters en verminderd met eventuele werkondersteunende maatregelen.

Art. 26. § 1. De Administratie stelt de aanvrager in kennis van de beslissing van de minister.

Het besluit bevat de termijn waarover de aanvrager beschikt om in één keer een activiteitenverslag te verstrekken, met daarin:

1° de factuur(en) en betalingsbewijzen met betrekking tot de in aanmerking komende uitgaven opgenomen in artikel 25, § 2, waardoor het volledige toegekende bedrag kan worden gedekt;

2° de financiële staat van de gesubsidieerde organisatie ;

3° de geanonimiseerde resultaten van sporters met een statuut die aan de internationale wedstrijd hebben deelgenomen ;

4° een afschrift van het geheel van de communicatiemedia ;

5° het bewijs van de daadwerkelijke promotie van de Franse Gemeenschap bij de internationale wedstrijd.

§ 2. De subsidie wordt in twee schijven uitbetaald :

1° 80% van het bedrag wordt uitbetaald na kennisgeving van het toekenningsbesluit ;

2° 20% van het bedrag wordt uitbetaald na verificatie en controle van de elementen bedoeld in paragraaf 1, tweede lid.

Als de termijn voor het indienen van het activiteitenverslag wordt overschreden en er geen reactie is binnen 30 dagen na de aanmaning om betrokken verslag te verstrekken, gaat de subsidie definitief verloren en moet de aanvrager het geïnde voorschot terugbetalen.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 27. De aanvragen betrekking tot de toekenning van subsidies voor de activiteiten die de promotie van de sport en de bekendheid van de Franse Gemeenschap in de hand werken, ingediend vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, blijven onderworpen aan de voorheen geldende bepalingen.

Art. 28. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 januari 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor de activiteiten die de promotie van de sport en de bekendheid van de Franse Gemeenschap in de hand werken, wordt opgeheven.

Art. 29. De Minister van Sport is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 oktober 2023.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
Sport en Onderwijs voor sociale promotie,

P.-Y. JEHOLET